

Les métiers de la cohésion sociale

Déclaration du groupe des Outre-mer

Indéniablement, la crise sanitaire que traverse toujours notre pays depuis de nombreux mois a mis en lumière la fragilité et les enjeux des métiers de la cohésion sociale. En effet, les autorités ont principalement mis l'accent sur les professions médicales et paramédicales quand d'autres secteurs sont restés dans l'ombre des politiques publiques, alors qu'ils demeurent des rouages essentiels de la chaîne de cohésion sociale. Cependant, la Covid n'est qu'un révélateur puisqu'elle a eu un effet de loupe sur un secteur déjà en crise et des professionnels en grande souffrance.

Dans les Outre-mer, les enjeux sont sensiblement plus prégnants, car ces territoires sont confrontés à une situation socio-démographique exceptionnelle.

Nos sociétés sont soumises à de forts bouleversements qui modifient en profondeur les équilibres démographiques, économiques mais surtout sociaux. Plus frappant encore est la rapidité avec laquelle s'opèrent ces mutations avec pour conséquences : le vieillissement des populations dans certaines collectivités, le départ des plus jeunes à la recherche d'un avenir meilleur pour fuir le chômage de masse ou encore l'accentuation des inégalités et de la précarité.

Dès lors, face à ce constat, les professionnels de l'action sociale et éducative se battent quotidiennement pour répondre aux urgences sociales. Ils sont en première ligne des situations dramatiques notamment en venant en aide :

- aux familles monoparentales dont la proportion est plus importante dans les Outre-mer que dans l'Hexagone;
- à ceux confrontés aux problèmes du manque ou du mal logement ;
- aux jeunes qui sortent précocement du système scolaire en déshérence;
- aux personnes dépendantes ;
- ou encore au quart de la population tributaire des minimas sociaux pour survivre.

Mais en dépit du formidable engagement humain de ces professionnels qui revêt tout à la fois le rôle d'accompagnant, de conseiller mais assurément d'amortisseur social, notre modèle de cohésion pourrait périlcliter si l'Etat et les Collectivités ne réinvestissent pas ce secteur.

Les réponses à cette crise sans précédent ne peuvent pas être parcellaires mais globales et collectives entre le public et le privé.

D'abord, par la revalorisation des salaires. Puis, par le soutien à la formation initiale et continue car les centres de formation aux métiers du travail social sont encore trop peu nombreux.

Enfin, dans la nécessaire prise en compte des conditions de mobilité des personnels au regard de la configuration géographique de nos territoires.

Notre pays a plus que jamais besoin de cohésion et de resserrer ces liens de solidarité avec les populations, les communautés, les générations et nos dirigeants. Ces préconisations résonnent donc comme un appel à retisser les liens entre citoyens surtout lorsqu'ils s'exacerbent en période de crise.

Le groupe des Outre-mer a voté l'avis.